

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE,
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE



DIRECTION RÉGIONALE DE L'INDUSTRIE,
DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT
DU CENTRE

Groupe de Subdivisions d'Eure-et-Loir
ZI – 59 rue de Beauce
28110 LUCE

Téléphone : 02 37 91 27 60
Fax : 02 37 90 71 92
Email : drdre.gs28@industrie.gouv.fr
Internet : www.centre.drire.gouv.fr

Directeur par intérim
Affaires suivies par
Réf. à rappeler pour toute correspondance :
93-374/RAAPC/IC08241

0037420080610SYN

Lucé, le 10 juin 2008

INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA
PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT



PROJET D'ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE
POUR L'EXPLOITATION DE SILOS CEREALIERES
ET INSTALLATIONS CONNEXES

SOCIETE CABEP A THEUVILLE
SOCIETE SCAEL A MARCHEZAI

RAPPORT DE L'INPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

I – CONTEXTE

A la suite des graves accidents de Metz, le 18 octobre 1982 (12 morts) et de Blaye le 20 août 1997 (11 morts), le ministère chargé de l'environnement a publié plusieurs arrêtés ministériels fixant les règles de prévention des accidents dans les silos : ceux du 11 août 1983 et du 29 juillet 1998 s'appliquent aux silos soumis à autorisation, celui du 29 décembre 1998 aux silos soumis à déclaration.

L'abondante accidentologie concernant les silos de céréales démontre que ces installations sont à l'origine d'un risque technologique réel, à la prévention duquel il convient d'accorder une grande importance.

C'est la raison pour laquelle les silos font l'objet depuis 1998 d'un suivi prioritaire par l'inspection des installations classées.

L'arrêté du 29 juillet 1998, s'il a permis des avancées notables dans le niveau moyen de sécurité des silos, s'est heurté à d'importantes difficultés d'application, dues en particulier au caractère très détaillé de ses prescriptions, qui rentraient en détail dans la description des moyens à mettre en œuvre.

L'arrêté ministériel du 29 mars 2004, qui remplace celui du 29 juillet 1998, fixe des obligations de résultats, en confiant aux industriels la responsabilité de mettre en œuvre les moyens permettant d'y parvenir.

Les objectifs fixés par cet arrêté ministériel rejoignent les prescriptions de l'arrêté antérieur (prévention des possibilités d'occurrence d'un incendie ou d'une explosion, moyens de protection contre l'incendie, moyens de protection contre les effets des surpressions en particulier).

L'engagement de l'industriel concernant la mise en œuvre des moyens permettant de respecter les dispositions de l'arrêté ministériel se fait au travers de l'étude de dangers. Cette étude doit recenser les risques présentés par l'installation de la manière la plus exhaustive possible, et faire la démonstration que les moyens de prévention et de protection mis en œuvre sont en adéquation avec l'environnement du site.

Une attention particulière a été portée sur les silos les plus sensibles en termes de risque, en 2006, soit 5 silos dans le département.

Par ailleurs, compte tenu des difficultés d'application de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004, notamment pour les dispositions relatives aux mesures de protection (éventage / découplage), l'arrêté ministériel du 23 février 2007 a modifié certaines prescriptions de cet arrêté de 2004. Ainsi, ces barrières de protection contre les explosions s'imposent aux silos dits « à enjeux très importants », avec une échéance fixée au 1^{er} août 2008.

Ces silos ont été choisis en tenant compte de la sensibilité de l'environnement (présence de tiers dans les distances forfaitaires, proximité de voie de communication ou de zones susceptibles d'urbanisation).

Ces silos sont au nombre de 17 en Eure-et-Loir, et concernent 7 exploitants :

- CABEP à Illiers-Combray, Luplanté, Saint-Georges-sur-Eure et Theuville ;
- CORNET à Orgères-en-Beauce ;
- LE DUNOIS à Auneau, Boisville-la-Saint-Père, Fains-la-Folie, Janville, Nogent-le-Rotrou et Terminiers ;
- INTERFACE CEREALES à Saint-Sauveur ;
- SCAB à Bonneval et Logron ;
- SCAEL à Bailleau-Armenonville et Marchezais ;
- SUCRERIE à Toury.

Les études de dangers relatives aux sites CABEP à Theuville et SCAEL à Marchezais ont été remises. Des mesures de réduction des risques ont été mises en place, portant notamment sur la détection de dysfonctionnement, l'inertage des cellules en béton fermées, ... un arrêté complémentaire formalisant les actions à réaliser et leurs délais de réalisation est ainsi proposé. Ces actions portent en particulier sur la mise en place de systèmes de découplage des volumes.

II – ETUDES DE DANGERS

Site CABEP à THEUVILLE :

Les capacités de stockage de céréales sont constituées de 2 silos :

- le silo A est vertical, en béton et comprend 6 cellules ouvertes de 400 tonnes, 6 cellules ouvertes de 200 tonnes et 4 boisseaux de 30 tonnes, soit une capacité totale de 3 720 tonnes ;
- le silo B est vertical, en béton et comprend 8 cellules ouvertes de 1350 tonnes, 1 cellule ouverte de 5400 tonnes et 3 as de carreaux de 300 tonnes soit une capacité totale de 17 100 tonnes ;

Le stockage de céréales représente 20 820 tonnes soit un volume total de 27 800 m³. Les silos ont fait l'objet d'arrêtés préfectoraux en date du 16 avril 1985 et du 18 juin 1998.

L'étude de dangers, remise par l'exploitant en juin 2006, fait état de la présence de tiers dans les distances d'éloignement forfaitaires. Ainsi, des particuliers sont situés à 42 m du silo A et 40 m du silo B alors que les distances minimales prévues sont de 50 m.

Les distances d'effets des silos et les maîtrises de l'urbanisation autour des installations ont fait l'objet d'un porter à connaissance en date du 2 avril 2008.

Site SCAEL à MARCHEZAIS /

Les capacités de stockage sont constitués de 3 silos :

- le silo A est vertical, en béton et comprend 24 cellules béton fermées de 1 600 tonnes, 8 as de carreaux de 400 tonnes et 1 boisseau de 50 tonnes, soit une capacité totale de 41 650 tonnes, soit 55 540 m³ ;
- le silo B est vertical, en béton coque et comprend 3 cellules ouvertes de 6 667 tonnes soit environ 20 000 t et 26 600 m³ ;
- le silo C (et extension D) est plat, métallique pyramidal et comprend 2 cellules ouvertes de 28 000 et 15 000 tonnes soit un total de 43 000 t ou 57 400 m³.

Le stockage de céréales représente un volume total de 144 230 m³. Les silos ont fait l'objet d'arrêtés préfectoraux en date du 16 avril 1999 et du 20 mai 2005 .

L'étude de dangers, remise par l'exploitant en décembre 2005, fait état de la présence de tiers dans les distances d'éloignement forfaitaires. Ainsi, la ligne SNCF voyageurs est située à 37 m du silo A alors que les distances minimales prévues sont de 67,5 m pour la tour A et 51 pour les cellules A.

Les distances d'effets des silos et de maîtrise de l'urbanisation autour des installations ont fait l'objet d'un porter à connaissance en date du 12 septembre 2006.

III – AVIS DU SERVICE D'INSPECTION

Les études des dangers ont permis à l'inspection des installations classées de disposer d'un inventaire précis des mesures de réduction du risque concernant les installations de stockage et de manutention de céréales des sites CABEP à Theuville et SCAEL à Marchezais Outre des mesures organisationnelles relatives au contrôle, au nettoyage et à la maintenance des installations, ces mesures portent également sur la mise en place :

- de systèmes de détection de dysfonctionnements (contrôleurs de rotation, contrôleurs de déport de bande et de sangle ;
- de dispositifs permettant l'inertage des cellules en béton fermées en cas de départ d'incendie ;
- de systèmes de découplage des volumes pour limiter le risque de propagation d'explosion.

Parmi l'ensemble des dispositions techniques ou organisationnelles, certaines sont nouvelles et doivent être entérinées par arrêté préfectoral complémentaire.

Les projets d'arrêtés complémentaires joints précisent ces mesures de réduction de risques existantes et à mettre en place assorties de délais ainsi que la justification du caractère suffisant des barrières de protection (éventage / découplage).

Conformément aux dispositions de l'article R.512-31 du code de l'environnement, il doit être présenté pour avis au conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques.

P.J. : 2 projets d'arrêté préfectoral
2 plans de situation

L'inspecteur des installations classées,

Pour le Directeur et par délégation,
Le Chef de groupe de subdivisions